

**DIRECTIVE C/DIR.1/05/09 PORTANT
HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS
MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE TAXE
SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)**

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 3 dudit Traité énonçant les axes sur lesquels devra porter l'action de la Communauté, pour la réalisation de ses buts et objectifs ;

VU les articles 35, 37 et 40 du Traité de la CEDEAO relatifs respectivement à la libéralisation des échanges commerciaux, au Tarif Extérieur Commun et aux Droits fiscaux d'entrée et imposition intérieure ;

VU l'article 2 alinéa 1 du Protocole n° A/P2/7/96 du 27 juillet 1996 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les Etats membres ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales des Etats membres est une nécessité la réalisation d'un Marché Commun ;

CONSIDERANT que cette harmonisation des législations fiscales contribuera à réaliser la cohérence des systèmes internes de taxation, à assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques au sein de la Communauté et à améliorer le rendement des différents impôts ;

CONVAINCU qu'il est dans l'intérêt de la Communauté de réaliser la convergence des systèmes de taxes sur le chiffre d'affaires pour garantir leur neutralité, quelle que soit l'origine des biens et des prestations de services ;

CONSCIENT de la nécessité de rapprocher les systèmes en vigueur dans les Etats membres hors UEMOA du système harmonisé de l'UEMOA, pour garantir la réalisation des objectifs précités, en vue de faciliter la détermination future d'une Taxe sur la Valeur Ajoutée Communautaire ;

CONSIDERANT que l'harmonisation recherchée nécessite également la détermination de principes communs en matière de TVA ;

DESIREUX de mettre en place un cadre fiscal

harmonisé commun à tous les Etats membres de la CEDEAO ;

APRES RECOMMANDATION de la Réunion avis du Comité Technique Commerce, Douanes et Libre Circulation qui s'est tenue à Abuja du 18 au 22 avril 2009 ;

PRESCRIT

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET OBJET

Section I : Définitions

Article 1^{er};

Aux fins de la présente Directive, on entend par :

« **Traité** », le Traité révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest signé à Cotonou le 24 juillet 1993 et tous ses amendements subséquents;

« **Union ou UEMOA** », l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;

« **Communauté** », la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la création a été réaffirmée par l'Article 2 du Traité ;

« **Etat membre ou Etats membres** », l'Etat membre ou les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Conseil** », le Conseil des Ministres créé par l'article 10 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;

« **Commission** » la Commission de la CEDEAO créée par l'Article 17 du Protocole Additionnel A/SP1/06/06 du 14 juin 2006 ;

« **Président de la Commission** », le Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest prévu par l'Article 19 du Protocol Additionnel A/SP1/06/06;

« **Administration fiscale** », la Structure, l'Institution ou l'Organisme chargé dans chaque Etat membre de la gestion administrative de la TVA.

SECTION II : OBJET

Article 2 :

La présente Directive a pour objet d'harmoniser les législations des Etats membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

CHAPITRE II : CHAMP D'APPLICATION**SECTION I : OPERATIONS IMPOSABLES****Article 3 :**

Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée les opérations relevant d'une activité économique et effectuées à titre onéreux, à l'intérieur d'un Etat membre, par toute personne physique ou morale se livrant, habituellement ou occasionnellement, et d'une manière indépendante, à des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale, non commerciale, agricole, extractive ou artisanale, à l'exclusion des activités salariées.

Sont notamment visés :

- a) les importations : par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier d'un Etat membre.
- b) les livraisons de biens : par livraison de biens, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer à titre onéreux la propriété des biens corporels à des tiers ;
- c) les livraisons à soi-même de biens corporels meubles et immeubles par des personnes physiques ou morales pour leurs besoins, pour ceux de leur exploitation ou pour être cédés à titre gratuit au profit des tiers ;
- d) les travaux immobiliers ; par travaux immobiliers, il faut entendre tous les travaux exécutés par les différents corps de métier participant à la construction, à l'entretien et à la réparation de bâtiments et d'ouvrages immobiliers, les travaux publics, les travaux de chaudronnerie, de bâtiments et de construction métallique, les travaux de démolition, les travaux accessoires ou préliminaires à des travaux immobiliers, y compris les marchés publics à financement extérieur ;
- e) les opérations de transformation de produits agricoles ou de la pêche et toutes opérations, même réalisées par les agriculteurs, les pêcheurs qui, en raison de leur importance sont assimilées à celles qui sont exercées par des industriels ou des commerçants, que ces opérations constituent ou non le prolongement de l'activité agricole ou de la pêche ;
- f) les prestations de services : ce sont toutes les opérations autres que celles énumérées ci-dessus, effectuées entre deux personnes juridiquement distinctes et comportant une contrepartie en espèce ou en nature ;

- g) les prestations de services à soi-même s'entendent des services que les assujettis réalisent, soit pour les besoins de leur entreprise, soit pour d'autres besoins dans le cadre normal de leur activité ;
- h) les ventes de biens d'occasion faites par les professionnels ;
- i) les cessions d'éléments d'actifs non compris dans la liste des biens exonérés dans chaque Etat membre ;
- j) les locations de terrains non aménagés et de locaux nus effectuées par des professionnels de l'immobilier ;
- k) les subventions à caractère commercial quelle qu'en soit la nature, perçues par les assujettis à raison de leur activité imposable ;
- l) les remises de dettes et les abandons de créances ;
- m) le raffinage, la distribution et la mise à la consommation des produits pétroliers, à l'exclusion de la revente au détail de ces produits ;
- n) les remboursements de frais autres que les débours au sens de l'article 27 engagés par un fournisseur pour le compte de son client ;
- o) d'une manière générale, toute activité lucrative autre que salariée ou toutes opérations qui ne seraient pas expressément exclues du champ d'application par la présente Directive.

SECTION II : PERSONNES ASSUJETTIES**Article 4 :**

Sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales, y compris les collectivités publiques et les organismes de droit public, réalisant des opérations imposables au sens de l'article 3 ci-dessus, notamment :

1. Les importateurs ;
2. Les producteurs ;

Par producteur, il faut entendre :

- a) les personnes physiques ou morales qui, à titre principal ou accessoire extraient, fabriquent ou transforment des biens, soit pour la fabrication d'autres produits, soit pour un usage définitif ;

- b) les personnes physiques ou morales qui se substituent de fait au fabricant pour effectuer soit dans ses usines soit en dehors de celles-ci toutes opérations se rapportant à la fabrication ou la présentation commerciale définitive des produits que ceux-ci soient ou non vendus sous la marque ou au nom de ceux qui font des opérations ;
 - c) les personnes physiques ou morales qui font effectuer par des tiers les opérations visées aux paragraphes a et b de l'article 3 alinéa 2 ci-dessus ;
 - d) Les façonniers qui donnent au produit sa forme définitive, pour le compte d'un maître d'œuvre, en opérant principalement sur ou avec des biens meubles dont ils ne sont pas propriétaires et auxquels ils se bornent généralement à appliquer leur savoir faire ;
3. les entrepreneurs de travaux immobiliers et toute personne physique ou morale effectuant des travaux immobiliers pour son compte ou pour le compte des tiers ;
 4. les entreprises de leasing ou de crédit-bail ;
 5. les commerçants ; sont considérés comme commerçants, les personnes qui habituellement achètent pour revendre, en l'état ou après reconditionnement, des biens meubles ou immeubles ;
 6. les prestataires de services ;
 7. les personnes physiques ou morales sous quelque dénomination qu'elles agissent et quelle que soit leur situation au regard de tous autres impôts ;
 - qui ont été autorisées à recevoir des biens ou des services en franchise de taxe ou sous le bénéfice d'un taux réduit, lorsque les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de cette franchise ou de ce taux ne sont pas ou ne sont plus remplies, circonstances rendant exigibles la taxe ou le complément de taxe ;
 - qui vendent ou livrent pour le compte d'autres assujettis ;
 - qui effectuent des opérations imposables pour le compte d'entreprises étrangères.

- a) Les personnes ci-dessus définies sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée quels que soient leur statut juridique et leur situation au regard des autres impôts, la forme ou la nature de leurs interventions.
- b) Toutefois, les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la T.V.A. pour l'activité de leurs services administratifs, éducatifs, sociaux, culturels et sportifs lorsque leur non assujettissement n'entraîne pas de distorsion dans les conditions de la concurrence.

SECTION III : REGIMES D'IMPOSITION

Article 5 :

1. Chaque Etat membre détermine le seuil de chiffre d'affaires annuel hors TVA à partir duquel toute personne physique ou morale est assujettie à la TVA, selon le régime du réel, quelle que soit la forme juridique ou la nature des activités exercées,
2. Toutefois, chaque Etat a la faculté d'assujettir d'office à la TVA les personnes physiques ou morales ainsi que les personnes exerçant une activité non commerciale.

Article 6 :

1. Le montant du chiffre d'affaires annuel, tous droits et taxes compris, constitutif du seuil d'assujettissement est compris entre :
 - a) USD 12,000 et USD 200.000 pour les livraisons de biens ;
 - b) USD 10.000 et USD 150.000 pour les prestations de services.
2. Ces montants sont susceptibles d'une révision par le Conseil des Ministres, sur proposition de la Commission, pour tenir compte des évolutions des économies dans la Communauté.

Article 7 :

Les Etats membres ont la faculté d'instituer un régime réel simplifié ou d'autres régimes d'effets équivalents pour les petites et moyennes entreprises ou industries (PME ou PMI), en vue de limiter les obligations déclaratives et de faciliter la gestion

administrative des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors TVA est inférieur au seuil retenu. Toutefois, les Etats membres ont la faculté d'autoriser les entreprises ou tout autre prestataire à formuler une option pour leur assujettissement, dans les conditions et suivant les modalités qu'ils définissent.

SECTION IV : EXONERATIONS

Article 8 :

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

1. les produits du crû obtenus dans le cadre normal d'activités accomplies par les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les chasseurs dans les conditions fixées par chaque Etat membre ;
2. les services ou opérations à caractère social, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus gratuitement par les organismes agréés sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;
3. les examens, consultations soins, hospitalisation, travaux d'analyse et de biologie médicale.
4. les biens de première nécessité, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les matériels médicaux, ainsi que leurs intrants dont la liste sera fixée par le Conseil ;
5. les intrants des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs dont la liste sera fixée par le Conseil ;
6. les prestations de services réalisées dans le domaine de l'enseignement scolaire ou universitaire par les établissements publics et privés dans le cadre normal de leurs activités d'enseignement régulièrement autorisées par l'autorité de tutelle compétente ;
7. les tranches de consommation d'eau et d'électricité dites sociales au profit des ménages et qui sont ou seront fixées par chaque Etat ;
8. les affaires de vente, de réparation ou de transformation portant :
 - a) soit sur des bâtiments de mer destinés à la navigation maritime et immatriculés comme tels ;
 - b) soit sur des bâtiments fluviaux naviguant sur les fleuves internationaux et inscrits comme tels ;
9. les opérations liées au trafic international concernant :
 - a) les navires ou bateaux utilisés pour l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale en haute mer ;
 - b) les bateaux de sauvetage et d'assistance;
 - c) les aéronefs et les navires pour leurs opérations d'entretien et d'avitaillement ;
 - d) les opérations de transit inter- Etats et les services y afférents, conformément aux dispositions communautaires ;
10. les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien de navires et d'aéronefs destinées aux compagnies de navigation aérienne dont les services sont à destination de l'étranger ;
11. les biens déclarés à l'entrée sous régimes douaniers suspensifs ;
12. les affaires réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés et qui sont soumises à la taxe sur les assurances ;
13. les livraisons, à leur valeur faciale, de timbres-poste pour affranchissement, de timbres fiscaux et d'autres valeurs similaires ;
14. les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou usufruit de biens immeubles par des personnes autres que les promoteurs immobiliers, de fonds de commerce ou de clientèle passibles de droits d'enregistrement;
15. les exportations directes de produits ou marchandises et les services assimilés à des exportations.

Pour toute exportation, qu'il s'agisse de livraisons directes par l'exportateur ou de livraisons réalisées par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou d'un mandataire assimilé à un commissionnaire exportateur. L'exonération est subordonnée à la justification de la réalité de l'exportation ;

16. les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :
- a) les ventes de produits des activités extractives ;
 - b) les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs ;
 - c) les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;
 - d) les jeux de hasard et de divertissement ;
 - e) les opérations bancaires ;
 - f) les mutations d'immeubles, de droits réels immobiliers et
 - g) les mutations de fonds de commerce soumises aux droits de mutation ou à une imposition équivalente ;
17. les sommes versées par le Trésor des Etats membres à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission monétaire, ainsi que les produits générés par cette Banque pour ses opérations d'émission de billets ;
18. les opérations de composition, d'impression, d'importation et de ventes de journaux et de périodiques, à l'exception des recettes de publicité ;
19. les locations d'immeubles nus à usage d'habitation ;
20. les petits matériels de pêche ;
21. les engins et matériels agricoles ;
22. Les ventes de livres ;
23. Les ventes d'œuvres d'art original par leurs auteurs.

Article 9 :

En dehors des biens ou services visés ci-dessus, les Etats membres n'accordent pas d'autres

exonérations ou exemptions de TVA. En particulier, aucune exonération ou exemption n'est accordée par les Etats membres dans le cadre de mesures d'incitation à la création d'entreprise et à l'investissement, dans le cadre de mesures ou dispositions visant des secteurs particuliers, ou dans le cadre de conventions particulières.

Article 10 :

1. Les dispositions de l'article 8 ci-dessus ne font pas obstacle à l'application par les Etats membres de régimes spécifiques qui suspendent ou diffèrent la taxation à une période ultérieure s'agissant des secteurs minier, pétrolier et forestier.
2. Le bénéfice de ces régimes doit toutefois être limité aux biens d'investissement strictement nécessaires à l'exercice de l'activité, en phase d'exploration, de prospection ou de recherche.

Article 11 :

1. Par dérogation aux dispositions de l'article 8, les Etats membres peuvent accorder des régimes particuliers dans le cadre des relations internationales, sous réserve de réciprocité et de quotas fixés par les autorités compétentes, aux biens et services destinés à l'usage officiel des missions diplomatiques étrangères ainsi que des organisations internationales, à l'usage des agents diplomatiques, et assimilés dont la liste est transmise à l'Administration fiscale par le chef de mission, et conformément aux accords de siège.
2. Les Etats membres intègrent les dispositions visant les régimes particuliers ainsi accordés à leur législation fiscale de droit commun.

Les Etats membres développent les méthodes nécessaires à la gestion et au contrôle de ces franchises.

Article 12 :

La Commission soumettra au Conseil des Ministres, dans les meilleurs délais, des propositions visant à mutualiser au niveau Communautaire les expériences acquises en ce domaine par certains Etats membres, et dont l'efficacité est reconnue en matière de prévention des fraudes, évasions fiscales et abus éventuellement liés à l'application de ces exemptions.

SECTION V : TERRITORIALITE

Article 13 :

Sont soumises à la TVA, toutes les affaires réalisées dans un Etat, non comprises dans la liste des exonérations définies dans le présent Acte, quand bien même le domicile de la personne physique ou le siège social de la société débitrice serait situé en dehors des limites territoriales de cet Etat.

Article 14 :

1. Le lieu d'imposition d'une livraison de bien est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment de la livraison.
2. Le lieu d'imposition d'une prestation de services est le lieu de son exécution.
3. Une opération est réputée faite dans un Etat membre :
 - a) S'il s'agit d'une vente, lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise dans cet Etat membre ;
 - b) S'il s'agit de toute autre opération, lorsque le service rendu, le droit cédé, ou l'objet loué sont utilisés ou exploités dans cet Etat membre.
4. En cas d'expédition ou de transport du bien, le lieu d'imposition est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur.
5. Toutefois, lorsque le lieu d'expédition ou de transport du bien se trouve dans un Etat autre que celui d'importation des biens, le lieu de la livraison effectuée par l'importateur est réputé se situer dans le pays d'importation des biens.
6. Dans l'hypothèse où le bien fait l'objet d'une installation ou d'un montage par le fournisseur ou pour son compte, le lieu de la livraison est réputé se situer à l'endroit où est fait l'installation ou le montage,
7. S'agissant de la prestation de services, lorsque celle-ci est utilisée dans un lieu autre que celui de son exécution, l'imposition s'effectue à son lieu d'utilisation.

Article 15 :

1. Par exception, en ce qui concerne les transports internationaux, les opérations sont réputées faites dans l'Etat du lieu du domicile ou de la résidence habituelle s'il s'agit d'un

transporteur individuel, ou du lieu du siège s'il s'agit d'une société, alors même que la plus grande partie de l'opération s'effectuerait hors de cet Etat.

2. Les Etats membres prennent de concert avec la Commission, toutes les dispositions pour éviter les cas de double imposition ou de non imposition

Article 16 :

1. Lorsqu'un contribuable assujetti n'est pas domicilié dans un Etat-membre, il doit accréditer un représentant domicilié dans ledit Etat, qui s'engage à remplir à sa place les obligations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée et qui est solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt.
2. En cas de non désignation d'un représentant, la TVA et, le cas échéant, les pénalités y afférentes doivent être payées par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas dans l'Etat un établissement stable.

Article 17 :

1. Les Etats membres fixent les obligations fiscales des assujettis non établis sur leur territoire, qui y effectuent des opérations imposables.
2. Toutefois, afin d'éviter les cas de superposition d'impositions ou de non imposition, les Etats membres devront se conformer à toutes mesures proposées par les autorités communautaires à cet effet.

CHAPITRE : FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE

SECTION I : FAIT GENERATEUR

Article 18 :

Le fait générateur de la TVA est défini comme la situation, l'acte ou l'événement par lequel sont réalisées les conditions légales permettant l'exigibilité de la taxe. 11 est constitué par :

- a) la livraison des biens et marchandises s'agissant des ventes, des échanges et des travaux à façon ;
- b) l'exécution des services et travaux ou de tranches de services et travaux ou la remise de l'ouvrage, en ce qui concerne les prestations de services et les travaux immobiliers ;

- c) l'encaissement du prix pour les autres opérations imposables ,
- d) Introduction des biens et marchandises sur le territoire douanier d'un Etat membre pour la mise à la consommation;
- e) l'acte de mutation ou de transfert de propriété, pour les opérations immobilières réalisées par les promoteurs immobiliers ;
- f) l'acte de mutation, de jouissance ou, à défaut d'acte de mutation, l'entrée en jouissance, pour les locations de terrains non aménagés ou de locaux nus effectuées par des professionnels de l'immobilier.

- a) des encaissements du prix, des acomptes ou avances s'agissant des prestations de service et des travaux immobiliers, des opérations concourant à l'habitat social et à l'aménagement des zones industrielles, ainsi que des tranches de services et travaux, y compris pour les fournisseurs de l'Etat, des administrations publiques dotées d'un budget annexe, des établissements et entreprises publics et des collectivités publiques locales, lors des encaissements du prix, des acomptes ou avances ;
- b) des mutations de propriété d'immeubles, à la date de mutation ou du transfert de propriété.

Article 19 :

1. Par exception, le fait générateur est constitué par :
 - la première utilisation ou la première mise en service s'agissant des livraisons ou des prestations à soi-même ;
 - les débits pour les entrepreneurs des travaux immobiliers qui optent expressément pour ce régime ;
2. Pour les opérations autres que les importations, le versement d'avances ou d'acomptes constituent le fait générateur de la TVA.
- 3 La constatation du fait générateur ne peut être postérieure à la facturation totale ou partielle.

SECTION II : EXIGIBILITE

Article 20 :

1. L'exigibilité de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est constituée par le droit dont disposent les services du recouvrement de chaque Etat membre d'exiger du redevable, à une date donnée, le paiement de la taxe.
2. La taxe sur la valeur ajoutée est exigible dans le mois qui suit celui du fait générateur dans les conditions à fixer par chaque Etat membre.

Article 21 :

1. L'exigibilité intervient pour les ventes, les livraisons des biens, y compris les livraisons à soi-même, lors de la réalisation du fait générateur ou à l'occasion :

2. Toutefois, en ce qui concerne les locations-ventes effectuées dans le cadre de l'habitat social par les promoteurs immobiliers, les mutations de jouissance de terrains non aménagés et de locaux nus effectuées par les professionnels de l'immobilier, l'exigibilité intervient à la date de chaque échéance des paiements ou des versements encaissés;
3. les importations des biens et marchandises sur le territoire d'un Etat membre, au moment de l'enregistrement de la déclaration de mise à la consommation des biens ;
4. les opérations de crédit à la consommation ou de crédit bail réalisées par les établissements financiers, à l'échéance des intérêts ou des loyers.

Article 22 :

Les prestataires de services, les entrepreneurs de travaux publics et des travaux immobiliers peuvent être autorisés à acquitter la Taxe sur la Valeur Ajoutée d'après les débits :

- a) en cas d'escompte d'un effet de commerce, la TVA est exigible à la date de l'échéance prévue sur cet effet de commerce.
- b) en cas de perception d'acomptes avant la note de débit, la taxe reste exigible lors de l'encaissement.

Article 23 :

1. Toute T.V.A. facturée doit être obligatoirement reversée.
2. Toutefois, en ce qui concerne les opérations pour lesquelles la facturation est postérieure

à la livraison, les Etats membres pourront déroger aux dispositions des articles 21 et 22 ci-dessus, sous réserve que l'exigibilité de la taxe intervienne :

- a) au plus tard, au moment de l'encaissement du prix de l'opération ;
- b) au plus tard, au moment de l'établissement de la facture ou du document en tenant lieu ;
- c) dans un délai déterminé à compter de la date du fait générateur, en cas de non délivrance ou de délivrance tardive de la facture ou du document en tenant lieu.

CHAPITRE IV : BASE D'IMPOSITION ET TAUX

SECTION I : BASE D'IMPOSITION

Article 24 :

La base d'imposition relative aux opérations imposables à la TVA effectuées sur le territoire national d'un Etat membre porte sur le chiffre d'affaires qui comprend, outre le prix principal de la marchandise ou du service :

- a) les frais accessoires tels que les frais de commission, d'emballage, de transport et d'assurance demandés par le fournisseur à l'acheteur ou au preneur ;
- b) les montants des droits de douane, des droits d'accises ou toutes autres taxes applicables aux produits ou aux services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même ;
- c) de manière générale, toutes les sommes, valeurs reçues ou à recevoir par le fournisseur ou le prestataire de services en contrepartie de la livraison ou de la prestation.

Article 25 :

1. La base d'imposition à la TVA est constituée en ce qui concerne :

- a) les livraisons de biens, par toutes sommes, valeurs et/ou par tous avantages de biens ou de services reçus ou à recevoir en contrepartie de la livraison ;
- b) les biens d'occasion, par la différence entre le prix de vente et la valeur d'acquisition du bien ;

- c) les prestations de services, par toutes les sommes et avantages reçus et, le cas échéant, par la valeur des biens consommables pour l'exécution des services ;
- d) les échanges, par la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée ;
- e) les travaux immobiliers et les travaux publics par le montant des marchés, mémoires, factures, avances ou acomptes ;
- f) les livraisons à soi-même par :
 - le prix d'achat hors taxe des biens achetés ou utilisés en l'état ;
 - le coût de revient de biens extraits, fabriqués ou transformés ;
- g) les importations, par la valeur en douane de la marchandise majorée des droits et taxes perçus à l'entrée, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même.

2. De même :

- a) les sommes perçues par l'assujetti à titre de consignation lors de la livraison d'emballages récupérables et réutilisables non identifiables, sont comprises dans la base imposable à la TVA ;
- b) les sommes perçues à titre de consignation lors de la livraison d'emballages identifiables, récupérables et réutilisables sont exclues de la base d'imposition ;
- c) lorsque ces emballages n'ont pas été rendus, au terme des délais en usage dans la profession, la taxe sur la valeur ajoutée est due sur le prix de cession.

Article 26 :

Sont inclus dans la base imposable définie aux paragraphes a), b) et c) ci dessus visés à l'article 25 :

- a) les frais accessoires aux livraisons de biens et services facturés aux clients ;
- b) les impôts, droits et taxes, y compris le droit d'accises, à l'exclusion de la TVA ;

- c) les compléments de prix acquittés à des titres divers par l'acquéreur des biens ou le client.

Article 27 :

Sont exclus de la base d'imposition définie aux paragraphes a), b) et c) ci dessus visés à l'article 25 :

- a) les escomptes de caisse, remises, rabais et ristournes et autres réductions de prix consenties à condition qu'ils bénéficient effectivement et pour leur montant exact au client et qu'ils figurent sur facture initiale ou facture rectificative ;
- b) les débours qui ne sont que des remboursements de frais et qui sont facturés pour leur montant exact au client;
- c) les encaissements qui ne sont pas la contrepartie d'une affaire.

Article 28:

1. En ce qui concerne les marchés de l'Etat financés par les budgets publics, les prêts ou aides extérieurs, la base de la TVA est constituée par le montant des marchés toutes taxes comprises à l'exclusion de la TVA.
2. Les dispositions du paragraphe ci-dessus s'appliquent également aux marchés concernant les établissements publics à caractère industriel, commercial, scientifique, technique et administratif, les sociétés d'économie mixte, les collectivités et organismes de droit public jouissant ou non de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Article 29:

Chaque Etat membre fixera les procédures d'assujettissement et les modalités particulières de perception de la taxe sur la valeur ajoutée pour ces marchés.

SECTION II : TAUX**Article 30 :**

1. Il est laissé à chaque Etat membre le soin de fixer le taux de la TVA applicable aux opérations taxables dans une fourchette comprise entre 5 et 20%.
2. Toutefois les États membres ont la faculté de fixer un taux réduit dont le champ et le taux seront déterminés par le Conseil des Ministres.

3. Les taux de TVA sont applicables aussi bien aux marchandises et aux services produits localement qu'aux biens importés taxables, à l'exclusion des exportations de biens ou assimilées qui sont des opérations soumises au taux zéro.

4. Le taux zéro s'applique uniquement aux exportations ayant fait l'objet de déclaration visée à la sortie par les services des douanes et aux activités imposables, mais ne faisant pas l'objet de paiement effectif de TVA.

**CHAPITRE V :
REGIME DES DEDUCTIONS****SECTION I : PRINCIPES****Article 31 :**

Est déductible la TVA qui a grevé les investissements, achats, prestations ou charges de toutes sortes supportés par l'entreprise pour les besoins de son exploitation, à l'exception des exclusions retenues par la présente Directive.

Article 32 :

1. Le droit à déduction prend naissance lorsque la taxe est exigible chez le fournisseur des biens et services. Pour les importations, le droit à déduction prend naissance lors de la mise à la consommation.
2. Pour exercer le droit à déduction, l'assujetti doit être en possession :
 - a. Soit de factures délivrées par son fournisseur lui-même redevable de la taxe et mentionnant son numéro d'immatriculation. Toutefois, en ce qui concerne les fournisseurs étrangers, ces conditions ne sont pas exigées ;
 - b. Soit de déclarations de mise à la consommation sur lesquelles il est désigné comme destinataire réel.

SECTION II : MODALITES**Article 33 :**

1. Les Etats membres accordent aux assujettis, suivant les modalités qu'ils définissent, le droit de déduire la TVA, facturée par leurs fournisseurs ou acquittée lors des opérations d'importation, qui a grevé le prix des biens et des services utilisés pour les besoins de leurs opérations imposables.

2. Les assujettis sont autorisés à déduire le montant de la TVA exigible sur leurs opérations, la taxe sur la valeur ajoutée facturée ou acquittée lors de l'achat ou de l'importation :

- a) des matières premières et assimilées entrant dans la composition des produits taxables ;
- b) des biens destinés à être revendus dans le cadre d'une opération taxable ;
- c) des services entrant dans la réalisation d'opérations taxables ;
- d) des fournitures de biens meubles ou immeubles acquis pour les besoins de l'exploitation ;
- e) des biens, des produits ou marchandises exportés.

3. Entrent également dans le régime des déductions :

- a) les livraisons à soi-même ouvrant droit à déduction ;
- b) la TVA facturée par les entreprises de leasing ou crédit-bail sur des biens ouvrant droit à déduction ;
- c) la TVA facturée pour les services entrant dans le prix de revient rendu magasin ou se rattachant à l'entretien ou à la conservation des biens ouvrant droit à déduction.

4. Les modalités figurant aux alinéas ci-dessus ont une valeur indicative. Elles peuvent faire l'objet d'aménagement par les législations des Etats membres pendant la période transitoire.

Article 34:

Les Etats membres accordent également le droit à déduction de la TVA aux assujettis qui réalisent les opérations suivantes, dont le lieu d'imposition est situé hors du champ d'application territorial de la taxe ou qui en sont exonérées :

- a) les exportations de biens dont la livraison serait imposable si elle était effectuée sur le territoire de l'Etat membre, et les services assimilés à des exportations ;
- b) les prestations de services liées aux biens placés sous le régime douanier du transit;
- c) les livraisons, les transformations, les réparations, l'entretien, l'affrètement et les locations de bateaux destinés à une activité de pêche, une activité industrielle

ou commerciale exercée en haute mer, les livraisons, locations, réparations et entretien des objets qui leur sont incorporés ou qui servent à leur exploitation, les livraisons de biens destinés à leur avitaillement, ainsi que les prestations de services effectuées pour les besoins directs de ces bateaux et de leur cargaison ;

- d) les livraisons, les transformations, les réparations, l'entretien, l'affrètement et les locations d'aéronefs, utilisés par des compagnies de navigation aérienne pratiquant essentiellement un trafic international rémunéré, les livraisons, locations, réparations et entretien des objets qui leur sont incorporés ou qui servent à leur exploitation, les livraisons des biens destinés à leur avitaillement, ainsi que les prestations de services effectuées pour les besoins directs de ces aéronefs et de leur cargaison.

Article 35 :

La déduction est opérée globalement par l'assujetti par imputation sur le montant de la taxe due pour une période de déclaration du montant de la taxe qui a grevé les biens et services et pour laquelle le droit à déduction a pris naissance.

Article 36 :

1. Lorsque le montant des déductions autorisées dépasse celui de la taxe exigible pour une période de déclaration, l'excédent constaté constitue un crédit de TVA au profit de l'assujetti.

2. Le crédit de TVA est imputable par l'assujetti au titre des périodes de déclaration suivantes ou est remboursable. La déduction est opérée par l'assujetti par imputation sur le montant de la taxe exigible pour la période de déclaration au titre de laquelle le droit à déduction a pris naissance.

3. Les Etats membres peuvent soit, faire reporter l'excédent sur la période suivante, soit procéder à son remboursement selon les modalités qu'ils fixent.

Article 37:

1. Les Etats membres fixent les conditions et modalités suivant lesquelles un assujetti peut

être autorisé à procéder à une déduction à laquelle il n'a pas procédé conformément aux dispositions précédentes.

2. En tout état de cause, le droit à déduction ne peut être exercé que jusqu'à la fin du douzième mois qui suit celui au cours duquel la TVA est devenue exigible.

Article 38 :

1. Sont exclus du droit à déduction, y compris lorsque les biens ou services concernés sont utilisés pour la réalisation d'opérations ouvrant droit à déduction :
 - a) les frais de réception, d'hébergement, de restaurant, de spectacles ou ceux à caractère somptuaire ;
 - b) les acquisitions de véhicules de tourisme ou à usage mixte, à l'exception de celles effectuées par les loueurs professionnels ou les crédit- bailleurs ;
 - c) les prestations de services afférentes aux biens exclus ;
 - d) les frais de carburant pour véhicules.
2. N'ouvrent également pas droit à déduction les véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus ou aménagés pour le transport des personnes ou pour des usages mixtes constituant une immobilisation. Il en est de même des pièces détachées et accessoires à ces éléments.
3. Toutefois, l'exclusion mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus ne concerne pas :
 - a) les véhicules routiers comportant, outre le siège du conducteur, plus de huit (08) places assises et utilisés par les entreprises pour le transport exclusif de leur personnel ;
 - b) les immobilisations des entreprises de location de véhicules ;
 - c) les immobilisations des entreprises de transport public de personnes ;
 - d) les dépenses de transport des professionnels du tourisme pour leurs clients;
 - e) les stocks de véhicules des concessionnaires et les véhicules d'essai ou de démonstration.

4. Les Etats membres ont la faculté de différer l'exercice de la déduction ou d'exclure du droit à déduction des biens et services non visés par le présent article.

SECTION III : LIMITATION DU DROIT A DEDUCTION

Article 39 :

1. Les assujettis qui utilisent des biens et services en vue d'effectuer à la fois des opérations ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, sont tenus au respect d'un prorata de déduction lors de la détermination de la taxe déductible, qu'il s'agisse des immobilisations ou des biens autres que les immobilisations ainsi que les services.
2. Le prorata est le rapport exprimé en pourcentage entre:
 - a) le montant total, déterminé par année, du chiffre d'affaires, TVA exclue, afférent aux opérations ouvrant droit à déduction, porté au numérateur et ;
 - b) le montant total, déterminé par année, du chiffre d'affaires, TVA exclue, afférent aux opérations figurant au numérateur ainsi qu'aux opérations, de toute nature, qui n'ouvrent pas droit à déduction, porté au dénominateur.
3. La déduction n'est admise que pour la partie de la TVA qui est proportionnelle au montant afférent aux opérations ouvrant droit à déduction.
4. Le prorata défini à l'alinéa 2 ci-dessus est déterminé provisoirement en fonction des recettes et produits réalisés l'année précédente ou, pour les nouveaux assujettis, des recettes et produits prévisionnels de l'année en cours.
5. La fixation du prorata définitif, qui est déterminé par chaque Etat membre, pour chaque année au cours de l'année suivante, entraîne la régularisation des déductions opérées suivant le prorata appliqué provisoirement.
6. Les variations à la baisse ou à la hausse entre le prorata provisoire et le prorata définitif font l'objet d'un complément de TVA ou d'une déduction complémentaire.

SECTION IV : REGULARISATIONS**Article 40 :**

1. Lorsqu'un bien ayant fait l'objet d'une déduction, au titre des immobilisations, ne fait plus partie des immobilisations de l'entreprise ou cesse d'être utilisé pour la réalisation d'une opération ouvrant droit à déduction avant la fin de la cinquième année qui suit celle de l'acquisition, l'assujetti est redevable d'une fraction de la taxe antérieurement déduite. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition du bien.
2. En cas de cession, si le bien constitue une immobilisation pour l'acquéreur, ce dernier peut opérer la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée correspondant au montant reversé par le vendeur au titre de la régularisation, à condition qu'il soit lui même assujetti à la TVA.
3. Cette déduction est subordonnée à la délivrance par le vendeur au bénéficiaire d'une attestation mentionnant le montant de la taxe déductible.

Article 41 :

1. La taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion des ventes ou des services qui sont par la suite résiliés, annulés ou restant impayés peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.
2. Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle et remplaçant la facture initiale.
3. Pour les opérations impayées lorsque la créance est réellement et définitivement irrécouvrable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec des indications réglementaires surchargées de la mention *" facture demeurée impayée pour la somme de..... prix hors TVA et pour la somme de..... TVA correspondants qui peut faire l'objet d'une déduction "*.

**CHAPITRE VI :
OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS****Article 42 :**

1. Toute personne assujettie à la TVA doit, dans les délais fixés par chaque Etat membre souscrire auprès de l'Administration Fiscale territorialement compétente, une déclaration d'existence assortie d'une demande d'enregistrement ou d'immatriculation.
2. L'Administration Fiscale de chaque Etat accomplit les formalités d'enregistrement selon la procédure prévue par sa législation.
3. Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement dans le fichier des services des impôts et attribution du numéro d'identification fiscale.

Article 43 :

Une déclaration de cession, de cessation ou de modification doit être souscrite auprès de l'Administration Fiscale territorialement compétente dans les délais fixés par chaque Etat membre.,

Article 44 :

Les assujettis par option sont soumis aux mêmes obligations du régime déclaratif et aux mêmes règles de gestion que les assujettis de plein droit.

Article 45 :

1. Les redevables soumis au régime du réel doivent tenir une comptabilité régulière telle que prévue par les dispositions légales et réglementaires. Les Etats membres peuvent limiter cette obligation en fonction des régimes de TVA autres que celui du réel.
2. Les documents comptables ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées par le redevable, notamment les factures d'achat, doivent être conservés pendant un délai de dix ans après l'année au cours de laquelle les opérations ont été constatées dans les écritures comptables.
3. Ces documents doivent être présentés à toute requête des agents de l'administration fiscale sous peine des sanctions prévues par les dispositions de Chaque Etat membre.

Article 46 :

1. Tout assujetti doit délivrer une facture pour les biens livrés ou les services rendus à un autre redevable, ainsi que pour les acomptes perçus au titre de ces opérations et donnant lieu à exigibilité de la taxe.
2. La facture doit notamment faire apparaître :
 - a) le numéro de la facture dans une série continue ;
 - b) le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale de l'assujetti qui délivre la facture ; la nature des opérations réalisées ;
 - c) le taux d'imposition, détaillant le principal et éventuellement les centimes additionnels, le prix hors taxe la taxe correspondante et le montant toutes taxes comprises ;
 - d) le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale du client.

Article 47:

1. Pour les assujettis partiels, les opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée doivent être distinguées de celles qui n'y sont pas soumises.
2. Pour chaque opération ayant donné lieu à l'établissement d'une facture, doivent être indiqués :
 - a) le montant non taxable de l'opération ;
 - b) le montant taxable, le taux applicable et le montant de la TVA.

**CHAPITRE VII :
LIQUIDATION, RECOUVREMENT,
REMBOURSEMENT CONTROLE, PROCEDURE
DE REDRESSEMENT, CONTENTIEUX ET
PRESCRIPTION**

SECTION I : LIQUIDATION ET RECOUVREMENT**Article 48 :**

La liquidation et le recouvrement de la TVA perçue à l'importation sont effectués par les services douaniers ou par l'Administration compétente dans chaque Etat membre.

Article 49 :

L'Administration fiscale est chargée du recouvrement du montant de la TVA intérieure qui est payé

directement et spontanément par le redevable au moment du dépôt de la déclaration à la caisse du Receveur des Impôts ou, à défaut, du Chef du poste comptable dont dépend son siège social, son principal établissement ou le responsable accrédité par lui.

Article 50 :

1. La taxe exigible est reversée spontanément par le redevable selon la périodicité en vigueur dans chaque Etat membre
2. Les redevables sont tenus de remettre à la recette des impôts ou au service compétent une déclaration mensuelle conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale.
3. Cette déclaration qui concerne les opérations du mois précédent, doit être accompagnée du moyen de paiement. Elle est souscrite même si aucune affaire n'a été réalisée au cours du mois concerné et est, dans ce cas, revêtue de la mention " NEANT ".
4. Les exportateurs sont tenus d'annexer à leur déclaration mensuelle les références douanières des exportations effectuées au rapatriement des fonds sur les ventes à l'exportation dont le remboursement est demandé.

Article 51 :

La déclaration afférente à une période donnée doit être déposée dans les délais de dépôt de déclaration prévus par chaque Etat membre accompagné du moyen de paiement autorisé par chaque Etat membre.

Article 52 :

1. Le Receveur des Impôts ou, le cas échéant, le Comptable public compétent, ont la pleine et entière capacité d'agir en matière de recouvrement de la TVA.
2. A ce titre, ils sont responsables du recouvrement des impositions dont ils ont la charge. Ils sont tenus de justifier de leur entière réalisation.
3. Un avis de mise en recouvrement des sommes non acquittées à la date d'exigibilité est établi sur imprimé dont le modèle est fixé par l'Administration et adressé aux redevables.
4. L'avis de mise en recouvrement est signé et rendu exécutoire, sous-j'autorité et la

responsabilité du Releveur, par les agents désignés par l'Administration des Impôts. Le redevable qui ne régularise pas sa situation est poursuivi selon les procédures en vigueur dans chaque Etat membre.

Article 53 :

Le Releveur des Impôts est assisté dans le recouvrement de la TVA d'agents dûment autorisés.

Article 54 :

Les dispositions en matière de sûretés, de garanties et de poursuites en vigueur dans les Etats membres sont applicables à la TVA.

SECTION II : REMBOURSEMENT

Article 55 :

1. Lorsque le montant de la TVA déductible au titre d'un mois est supérieur à celui de la TVA exigible, l'excédent constitue un crédit de TVA imputable sur la taxe exigible pour la période suivante.
2. Le crédit d'impôt ne peut faire l'objet d'un remboursement au profit de l'assujetti en dehors des cas prévus par la présente Directive.

Article 56 :

1. Peuvent bénéficier du remboursement du crédit de TVA, les exportateurs, les industriels ayant réalisé des investissements dont le montant sera fixé par chaque Etat, ainsi que les entreprises en cessation d'activité.
 - Peuvent également obtenir, sur leur demande, le remboursement des crédits de TVA dont ils disposent Mes assujettis qui effectuent des livraisons de biens autres que celles résultant de la revente en l'état, à l'issue d'un semestre civil ;
 - les assujettis qui réalisent, pour plus de la moitié de leur chiffre d'affaires annuel, à la fois des opérations sur biens et services ouvrant droit à déduction et des opérations n'ouvrant pas droit à déduction, à l'issue d'un bimestre civil.
2. La même faculté est ouverte aux assujettis qui acquièrent des biens d'investissement ouvrant

droit à déduction pour une valeur supérieure à USD 80.000 toutes taxes comprises au cours du bimestre concerné.

3. Les assujettis agréés suivant les dispositions du code des investissements de chaque Etat membre peuvent obtenir, sur leur demande, le remboursement des crédits de Taxe sur la Valeur Ajoutée dont ils disposent à l'issue d'une période de déclaration telle que définie à l'article 58.

Article 57 :

1. Les Etats membres ont la faculté de subordonner le remboursement à la constatation d'un montant minimal de crédit qu'ils déterminent.
2. Ce montant ne doit toutefois pas excéder USD 2000.

Article 58 :

1. Les Etats membres sont tenus de fixer les règles applicables au remboursement de la TVA. Ils déterminent les modalités pratiques de présentation et d'instruction des demandes, celles liées aux opérations de contrôles préalables nécessaires, ainsi que celles relatives à l'exécution des remboursements.
2. Toutefois :
 - les délais d'instruction sont limités à trois mois s'agissant des demandes formulées à l'issue d'un semestre civil, et à deux mois s'agissant des demandes formulées à l'issue d'un bimestre ;
 - l'exécution du remboursement s'effectue dans un mois suivant celle de la décision.

Article 59 :

Les Etats membres ont la faculté de maintenir ou d'accorder aux assujettis des conditions de remboursement des crédits plus favorables que celles définies par les articles 56 à 58 ci-dessus.

Article 60 :

Le crédit de la TVA dont le remboursement a été demandé et pour lequel une décision n'a pas encore été rendue ne peut donner lieu à imputation ou à déduction.

**SECTION III :
LES PROCEDURES DE CONTRÔLE, DE
REDRESSEMENT DE CONTENTIEUX ET LES
REGLES DE PRESCRIPTION**

Article 61 :

Les dispositions fiscales spécifiques à chaque Etat membre en matière de contrôle, de procédure, de redressement, de contentieux et de prescription sont applicables à la TVA ;

**CHAPITRE :
DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Article 62 :

Compte tenu des différences constatées dans l'application du système de la TVA dans les Etats membres telle que préconisée par le Protocole A/P2/7/96 portant institution de la TVA dans les Etats membres de la CEDEAO et en vue d'assurer une application effective de la présente Directive par l'ensemble des Etats membres, une période transitoire est fixée à compter du 1er janvier 2010 pour une durée de trois (03) ans.

Article 63 :

1. Nonobstant les dispositions de l'article 3 de la présente Directive, les Etats membres peuvent, à titre transitoire, exclure du champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée certains secteurs sensibles tels que l'agriculture et les transports.
2. Néanmoins, dans une telle hypothèse, les Etats membres concernés prévoient l'imposition des activités agricoles et de transport, lorsqu'elles sont effectuées par des entreprises ayant formulé une option pour leur assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.
3. Cette mesure transitoire n'est pas admise pour les Etats, qui appliquant déjà la Taxe sur la Valeur Ajoutée, prennent en compte ces secteurs dans leurs législations.

Article 64 :

Dans l'attente de la détermination des listes communes prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 8 de la présente Directive, les Etats membres exonèrent les médicaments et produits pharmaceutiques, ainsi que leurs intrants, les intrants des produits d'agriculture, d'élevage et de pêche utilisés par les producteurs, en fonction des critères qu'ils déterminent.

Article 65 :

1. Pendant la période transitoire prévue à l'article 82 ci-dessus, les Etats membres pourraient être autorisés à adopter des exceptions, pour un certain nombre limité d'activités ou de marchandises, au présent acte additionnel pour des raisons liées à la protection d'un secteur industriel, à des engagements pris vis-à-vis de sociétés industrielles, à des pertes de ressources budgétaires, à des motifs d'intérêt social, à des engagements bilatéraux ou internationaux, voire de politique économique.
2. A cet effet, les Etats membres devront préciser, à la Commission, les exceptions qui ont un caractère transitoire et prennent fin à l'issue de la période transitoire, ainsi que les exceptions qu'ils voudraient voir prorogées au-delà de ladite période et pour le maintien desquels ils sollicitent une modification de certaines dispositions de la présente Directive.
3. Chaque demande d'exception devra être accompagnée d'un exposé du motif de la demande.
4. Au plus tard six mois avant la fin de la période transitoire, et ultérieurement en tant que de besoin, le Conseil des Ministres, sur la base d'un rapport de la Commission, réexaminera la situation en ce qui concerne les exonérations et les exceptions prévues par le présent acte additionnel et statuera à l'unanimité sur la suppression éventuelle de certaines ou de toutes ces exonérations et exceptions.

**CHAPITRE IX :
DISPOSITIONS FINALES**

Article 66 :

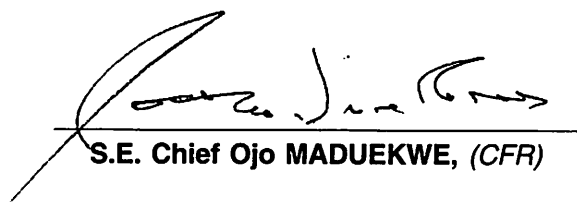
La présente Directive sera publiée par la Commission dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat Membre, dans son Journal Officiel, dans les trente (30) jours, après que la Commission la lui notifiera.

Article 67 :

1. Les Etats membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente Directive au plus tard le 1er janvier 2013.

2. Lorsque les Etats membres adoptent les dispositions visées au paragraphe 1 du présent article, celles-ci contiennent une référence à la présente Directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.
3. Les Etats membres communiquent à la Commission de la CEDEAO les mesures ou dispositions qu'ils adoptent pour se conformer à la présente Directive.
4. Les Etats membres de la Communauté notifient les difficultés de mise en œuvre de la présente Directive au Président de la Commission qui en fait rapport à la plus proche session du Conseil des Ministres, qui, à son tour, prend les mesures appropriées en vue d'assurer la mise en œuvre de la présente Directive.

**FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009
POUR LE CONSEIL
LE PRESIDENT**



S.E. Chief Ojo MADUEKWE, (CFR)

DIRECTIVE C/DIR.2/06/09 PORTANT HARMONISATION DES LEGISLATIONS DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO EN MATIERE DE DROITS D'ACCISES

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les Articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 3 dudit Traité énonçant les axes sur lesquels devra porter l'action de la Communauté, pour la réalisation de ses buts et objectifs ;

VU les articles 35, 37 et 40 respectivement sur la libéralisation des échanges commerciaux, le Tarif Extérieur Commun et sur les Droits fiscaux d'entrée et imposition intérieure ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales des Etats membres est une nécessité pour répondre aux objectifs du Traité et notamment la réalisation d'un marché commun ;

CONSIDERANT que l'harmonisation des législations fiscales contribuera à réaliser la cohérence des systèmes internes de taxation, à assurer l'égalité de traitement des opérateurs économiques au sein de la Communauté et à améliorer le rendement des différents impôts ;

CONSCIENT de la nécessité de rapprocher les systèmes en vigueur dans les Etats membres hors UEMOA du système harmonisé de l'UEMGA, pour garantir la réalisation des objectifs précités ;

CONVAINCU qu'il est aussi dans l'intérêt de la Communauté de réaliser la convergence des systèmes des droits d'accises (taxes spécifiques) appliqués aux produits et de faciliter la circulation de ces produits entre les Etats membres ;

SOUCCIEUX à cet effet de limiter le nombre des produits passibles des droits d'accises et d'en fixer la liste ;

DESIREUX de mettre en place un cadre harmonisé des systèmes internes de taxation ;

SUR RECOMMANDATION de la réunion du Comité Technique Commerce, Douanes et Libre Circulation qui s'est tenue à Abuja du 18 au 22 avril 2009 ;